

Réduction des émissions CO₂

«Les caisses de pensions doivent être plus exigeantes»

La Fondation Ethos renforce l'analyse des plans de réduction de CO₂. Miser sur la seule compensation ne suffit plus, avertit son directeur Vincent Kaufmann.

Ivan Radja

L'efficacité des compensations CO₂ liées à la lutte contre la déforestation est questionnée, notamment par une enquête parue mi-janvier dans «The Guardian» et «Die Zeit». Dans le même temps, rapportait le «Financial Times» mi-février, la méfiance s'installe et les investisseurs tendent à se détourner des obligations vertes. Même frilosité pour la dette verte, mécanisme qui permet à un organisme de financement, une banque par exemple, de pénaliser par le taux d'intérêt sur la somme prêtée une entreprise qui n'atteint pas ses engagements écologiques.

Impossible cependant de se passer des financements privés. L'achat de crédits carbone par des entreprises, des États ou même des particuliers, afin de porter des projets visant une réduction des émissions de CO₂, ne doit pas se tarir en raison de quelques dysfonctionnements.

Ce marché volontaire doit toutefois être repensé, estime Vincent Kaufmann, directeur de la fondation Ethos. «On rencontre un problème conjoint à tout financement, celui de l'additionnalité, c'est-à-dire le risque de n'être pas seul à vouloir par exemple protéger telle surface de forêt, explique-t-il. De plus, il faut s'assurer aussi que le projet en question n'aurait pas eu lieu de toute façon, sans le crédit carbone proposé.»

Fragilité des crédits

Ce risque de «double» menace autant des initiatives contre le déboisement que des plans de remplacement d'énergie fossile par du renouvelable, par exemple l'implantation d'un parc éolien. Mais les actions dont le but est de préserver, voire créer, des puits de carbone végétaux ne prennent souvent pas en compte un facteur déterminant, celui de la fragilité, ajoute-t-il: «Un arbre doit pouvoir absorber une certaine quantité de CO₂ qui corresponde aux prévisions du crédit carbone vendu et, pour cela, il faut attendre de longues années,



Genève, le 7 juin 2022. Vincent Kaufmann, le directeur d'Ethos, fondation suisse pour un développement durable. LUCIEN FORTUNATI

pour qu'il arrive à maturité, et rien ne le garantit.»

Mesures concrètes

La fondation Ethos travaille donc à une méthodologie d'analyse des objectifs climatiques affichés par les entreprises. «Il s'agit d'établir quelle est la crédibilité de ces objectifs net zéro et de déterminer si la réduction des émissions de CO₂ telle qu'annoncée est vraiment compatible avec une limitation du réchauffement à 1,5 degrés», précise Vincent Kaufmann.

Cela passe par des mesures concrètes, parfois basiques, qui font étonnamment défaut chez un grand nombre d'entreprises. «Imaginez qu'un tiers des quelque 200 grands groupes cotés à la Bourse suisse ne publient toujours pas les émissions de dioxyde de carbone qu'ils émettent aujourd'hui. Comment dès lors se fixer des objectifs de réduction crédibles si l'on ignore d'où l'on part?»

Une vraie comptabilité

Une véritable comptabilité s'impose, et ce sur les trois périmètres, ou «scopes», dans lesquels les entreprises émettent du CO₂ en quantités différemment variables et maîtrisables. Les émissions directes générées par un site de production selon qu'il recourt au charbon, au gaz ou au pétrole (scope 1), les émissions indirectes, soit l'approvisionnement en électricité et les réseaux de chaleur (scope 2), et les émissions liées à l'approvisionnement

ainsi qu'à l'utilisation par le consommateur du produit final. C'est le point le plus complexe à mesurer et à améliorer pour une entreprise. «Cela concerne par exemple l'achat de produits agricoles, mettons du lait pour Nestlé, qui aura été produit avec une certaine empreinte carbone. Pour le constructeur de voitures, cela dépendra aussi du véhicule mis en circulation, sa durée de vie, sa motorisation et sa consommation. Ou, pour une compagnie pétrolière, l'usage fait du baril vendu.» Un baril de pétrole reste ce qu'il est et le rendre «vert» relève de la gageure. Quelles solutions pour ce type d'entreprise? «Sur leur produit final, aucune. C'est pourquoi elles doivent changer complètement leur modèle d'affaires, en l'occurrence se détourner des forages de pétrole et entamer leur reconversion aux énergies durables.»

Mais inciter de tels paquets à changer de cap n'est pas une mince affaire. BP, qui annonçait il y a deux ans, sous la pression d'actionnaires, vouloir diminuer de 40% sa production de barils d'ici 2030, vient de ramener ses ambitions à 25%, prétextant la crise énergétique. «Pour les grands pétroliers comme Shell, BP ou Total, entre autres, on voit d'ailleurs que, malgré les effets d'annonce, les montants alloués aux énergies renouvelables sont infimes comparés aux sommes encore investies dans les forages et la recherche de nouveaux gisements.»

L'actionnariat dispose d'une force sous-estimée, déplore Vincent Kaufmann. Les grands actionnaires, comme les caisses de pensions, peuvent faire pression sur une entreprise, une banque, pour que ses engagements, quand il y en a, se traduisent par des actes concrets. «Nous proposons actuellement une résolution d'actionnaires pour demander à Glencore d'aligner ses efforts sur les objectifs de réduction annoncés, car on voit que le groupe étend ses capacités de mines de charbon en Australie, ce qui est incohérent avec ses propres engagements.»

Banques frileuses

D'autres résolutions de ce genre ont été portées par la fondation Ethos, mais les progrès sont relativement lents. Une demande à Credit Suisse de changer ses statuts afin de mieux contrôler à qui elle fait des prêts a reçu le soutien de 18% des actionnaires. «C'est déjà un progrès, mais on voit que si les caisses de pensions nous ont suivis, ce n'est pas le cas des banques, qui restent plus prudentes quand il s'agit de soutenir des résolutions d'actionnaires favorables au climat. Elles craignent certainement de se mettre en porte-à-faux avec certains de leurs clients.» Financer des entreprises dont la transition vers le net zéro se limite à acheter des compensations carbone sans rien entreprendre chez elles n'est guère crédible.

Neuf grandes banques, dont UBS, BNP Paribas, CIBC et National Australia Bank, viennent

pourtant d'investir 5 millions chacune dans une nouvelle plateforme, Carbonplace, qui mettra en relation les acheteurs et les vendeurs de crédits. Une mesure «qui n'est pas mauvaise, mais à condition que ce ne soit pas la seule», observe Vincent Kaufmann. Toute compensation carbone ne doit être qu'une mesure qui complète un réel effort sur ses émissions directes et indirectes.»

Fausse bonnes idées

Autre écueil, les comportements vertueux qui ne résolvent pas le problème de fond. Autrement dit, les actionnaires préférant quitter tel groupe pour placer leurs actifs dans une entreprise plus verte. «C'est une bonne chose en soi, estime-t-il, et cela permet de verdir leur portefeuille, et réduire les risques à long terme des entreprises moins responsables. Mais, revers de la médaille, ils désertent de fait la table des actionnaires et se privent d'un moyen de pression interne. N'oublions pas qu'ils sont copropriétaires et ont leur mot à dire.» D'autant que, conséquence fâcheuse, dans bien des cas ils risquent d'être remplacés par des investisseurs moins scrupuleux.

Attention donc aux fausses bonnes idées. Un conseil valable aussi bien pour les particuliers, conclut-il: «Si vous compensez un vol ou un produit, vérifiez bien si cela tient la route. Et notez que cela ne dispense pas, aussi, de modifier ses habitudes et réduire son propre impact.»

L'impact du prix de l'énergie varie selon les stations

Sports d'hiver

La hausse des coûts de l'énergie n'a pas eu les mêmes répercussions pour toutes les stations de ski en Suisse. Certaines ont pu tirer leur épingle du jeu.

«Les conséquences de la hausse des prix de l'énergie diffèrent d'une entreprise à l'autre», a indiqué l'association des remontées mécaniques des Grisons. Ainsi, le groupe Weisse Arena, exploitant du domaine skiable de Laax (GR), a acheté son électricité pour les années 2022 à 2024 «il y a déjà un certain temps» et n'a guère été

«Nous faisons de l'enneigement artificiel préventif.»

Téléovronnaz

touché par la récente hausse des prix. La destination touristique vaudoise Bex-Villars-Gryon-Les Diablerets a elle aussi profité des contrats signés sur le long terme avec les fournisseurs. En Valais, Téléovronnaz s'en sort également bien, grâce à des contrats qui courent jusqu'à fin 2024. «Mais il faut quand même compter avec une hausse de 10 à 15% des frais en diesel, nécessaire aux dameuses», précise son directeur Gianluca Lepori.

Mesures d'économie

Quant aux remontées mécaniques des Portes du Soleil Suisse, la hausse du coût de l'énergie «multiplie par trois les charges d'électricité», note leur directeur Pascal Bergero. Les deux entreprises valaisannes ont pris des mesures d'économie: elles ont adapté la vitesse des installations par rapport à l'affluence et limité les heures d'ouverture à certains moments.

Mais pas question pour elles de renoncer à la neige de culture. «Nous faisons de l'enneigement artificiel préventif, chaque année, dès novembre, si la température est assez basse», relève Téléovronnaz. Cette saison, le domaine a utilisé ses canons une deuxième fois en janvier pour entretenir la couverture neigeuse. **ATS**

Spéculation**Céréales et finance, un mélange qui divise**

La spéculation a-t-elle provoqué l'envol des prix du blé et d'autres céréales avec la guerre en Ukraine? Les financiers et leurs détracteurs semblent irréciliables sur le sujet et ne parviennent pas à tracer une ligne entre transactions légitimes et spéculation excessive.

Lorsque la Russie a envahi l'Ukraine il y a un an, entraînant une guerre entre deux poids lourds mondiaux de la production de céréales, les marchés agricoles ont été pris de panique, et les prix ont bondi de 50% pour le blé et de 40% pour le maïs en moins de deux semaines sur le marché européen. Parmi les coupables: la spéculation sur les matières premières, a accusé le consortium d'experts internationaux sur l'alimentation durable IPES-Food. **ATS**

Ukraine: échec du G20 Finances à s'accorder sur un communiqué

Bangalore

Les ministres des Finances et banquiers centraux du G20 ont achevé samedi en Inde des réunions sans parvenir à un communiqué commun.

Réunis depuis vendredi à Bangalore, capitale technologique de l'Inde, les acteurs du G20 Finances tentaient de s'accorder sur des solutions face aux défis posés par l'économie mondiale, dans un

contexte de guerre en Ukraine et de poussée inflationniste. L'Inde, qui assure la présidence du G20, a publié samedi à l'issue des réunions un «résumé» des discussions mais pas de communiqué commun. «La plupart des membres ont fermement condamné la guerre en Ukraine» avec «différentes évaluations de la situation et des sanctions», indique le document.

Une annotation précise qu'au sein du G20 seules la Chine et la Russie n'ont pas approuvé deux

paragraphes à propos de l'Ukraine. Les représentants de la Russie et de la Chine n'ont pas signé le libellé sur l'Ukraine, arguant que leur rôle était de «traiter des questions économiques et financières», a précisé devant la presse un haut responsable indien, Ajay Seth. L'an dernier, lors de précédentes réunions du G20 Finances sous présidence indonésienne, aucun communiqué commun n'avait pu non plus être rédigé. Les discussions pour s'accorder sur un terme ont duré jusqu'à

2 h du matin samedi, a affirmé un autre responsable. En vain. La Chine n'a jamais appuyé ni critiqué publiquement l'offensive, mais exprimé à plusieurs reprises son soutien à Moscou face aux sanctions occidentales.

«Une guerre»

Dans un communiqué à Moscou, le Ministère russe des affaires étrangères a accusé les Occidentaux d'avoir «déstabilisé» les réunions du G20 Finances. «Le G20 doit rester un forum économique

plutôt que d'empiéter sur la sphère de la sécurité», a-t-il ajouté.

Vendredi, l'Allemagne et la France avaient plaidé pour l'inscription du terme «guerre» au communiqué final du G20 Finances.

En Ukraine, «il s'agit d'une guerre. Et cette guerre a une cause», avait souligné le ministre allemand des Finances, Christian Lindner. Le ministre français de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire, avait appuyé ces propos. **AFP**